



Publié le 24/08/2023

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE DE POLICE N° 2023-499 PORTANT
REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT SUR L'AVENUE DES SPORTS**

Le Maire d'Aureilhan

- Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L 2213-6 ;
- Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;
- Vu la demande en date du 24 juillet 2023 de l'entreprise Atlantic Ingenierie pour réaliser des travaux de création d'une liaison,
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers et des personnes chargées des travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement selon les dispositions suivantes

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur l'avenue des Sports, à l'intersection avec l'avenue Jean Jaurès, du 23 au 27 octobre 2023, dans les conditions définies ci-après.

Article 2 :

Le stationnement sera interdit.

Article 3 :

Les droits d'accès des riverains seront sauvegardés autant que possible, sous réserve des contraintes techniques ou de sécurité.

Article 4 :

La signalisation réglementaire, conforme au livre I - 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 sera mise en place par l'entreprise Atlantic Ingenierie.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 8 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur de l'entreprise Atlantic Ingenierie.

Fait à AUREILHAN, le 16 août 2023

**La Maire Adjointe,
Déléguée à la sécurité,**



Frédérique BELLARDI